

ÉPISODE CÉVENOL 23

9 novembre 2021

Un courant d'air et de rivière

Eric Zemmour : Marionnette ou Epouvantail

Eric Zemmour, présent depuis plus de 20 ans dans les médias français, a eu le temps d'affûter ses armes comme chroniqueur au Figaro, pamphlétaire et polémiste quotidien sur CNews, chaîne télévisée appartenant à Vincent Bolloré, milliardaire, devenu magnat des médias. Depuis plus de deux mois, il sillonne le pays, menant une campagne électorale toujours pas officielle, et ses thèses inquiétantes notamment sur les Musulmans, les Noirs et les femmes sont propagées dans quasi tous les médias. Et pourtant il se présente et est présenté comme un personnage antisystème, s'attribuant une aura d'opposant subversif. En réalité, il courtise le monde politique, financier et médiatique dont il maîtrise les codes.

D'aucuns disent qu'il ne s'agit que d'un phénomène éphémère, un feu de paille, dont il ne faudrait pas amplifier l'importance, d'autres le considèrent comme une menace. Quoi qu'il en soit, ses positions racistes ont permis d'enfoncer certaines digues et de renforcer et radicaliser le discours dominant préexistant autour du triptyque obsessionnel de la droite et de l'extrême droite : l'immigration, l'insécurité et l'Islam. Entre-temps presque toute la classe politique reprend avec une certaine délectation ces thèmes déclinés dans toute leur laideur, au prix d'une compromission coupable. On se souvient du fameux rassemblement organisé en mai 2021 par des syndicats de police devant le Parlement où fascistes étaient réunis avec des communistes en passant par des sociaux-démocrates et des verts autour du thème de l'insécurité.

Une idéologie source de graves menaces

L'idéologie raciste de Zemmour est aussi primitive qu'opérante d'autant plus qu'elle se construit sur un fond vieux de plus d'un siècle de propagande antisémite. Le cœur de son discours s'articule autour du mythe d'un complot islamique (il y a cent ans c'était le complot juif) qui menacerait la France. Le « grand remplacement », théorisé par Renaud Camus, viserait à assujettir la France et à détruire la civilisation européenne. Ainsi, Zemmour affirme dans l'émission C à vous en septembre 2016 : « Nous vivons depuis trente ans une invasion, une colonisation, qui entraîne une conflagration », anticipant ni plus ni moins une « guerre civile ». Le tueur de Christchurch en Nouvelle-Zélande, lui aussi adepte du « grand remplacement », a franchi le pas en mettant en pratique cette idéologie meurtrière : le 15 mars 2019, Brenton Tarrant, terroriste australien, massacre 51 personnes dans deux mosquées.

Zemmour persiste dans ses divagations paranoïaques quand en septembre 2019 lors de la Convention de la droite, il martèle qu'« En France, comme dans toute l'Europe, tous nos problèmes sont aggravés par l'immigration : école, logement, chômage, déficits sociaux, dette publique, ordre public, prisons, qualifications professionnelles, urgences aux hôpitaux, drogue. Et tous nos problèmes aggravés par l'immigration, sont aggravés par l'islam. C'est la double peine. » Voilà qui, en guise de programme politique, est tranché : Zéro immigration, zéro Islam et tous les problèmes des Français seraient résolus !



Le non-candidat ressasse que l'Islam ne serait « pas compatible avec la République » car « en Islam il n'y a pas de musulmans modérés ». Alors, faut-il les déporter ? lui demande le journaliste du Corriere della Sera le 30 octobre 2014. Il répond : « Je sais, c'est irréaliste mais l'Histoire est surprenante. Qui aurait dit en 1940 que un million de Pieds-noirs, vingt ans plus tard, seraient partis d'Algérie pour revenir en France ? Ou bien qu'après la guerre, 5 ou 6 millions d'Allemands auraient abandonné l'Europe centrale et orientale où ils vivaient depuis des siècles ? ».

Quoi faire, si ce n'est d'organiser la déportation des « intrus » qu'il appelle « remigration ». En janvier 2021, il explique sur C News : « Vouloir la remigration, ce n'est pas être raciste. C'est considérer qu'il y a trop d'immigrés en France, ça pose un vrai problème d'équilibre de démographie et identitaire (...). La France est en danger ». Le décor est planté, la réponse clairement exprimée.

Zemmour a bien d'autres obsessions dont celle des femmes n'est pas des moindres. Ses propos se suffisent à eux-mêmes. Dans son livre Le Premier sexe (2006), il affirme que « la virilité va de pair avec la violence, que l'homme est un prédateur sexuel, un conquérant ». Et décrivant un film des années 1970, il regrette amèrement cette

époque où les femmes étaient plus complaisantes. « *Quand le jeune chauffeur de bus glisse une main concupiscente sur un charmant fessier féminin, la jeune femme ne porte pas plainte pour harcèlement sexuel. La confiance règne* ». Zemmour, machiste proclamé, est ainsi confronté à plusieurs plaintes de femmes pour harcèlement sexuel.

Des réseaux de soutien importants

Zemmour qui semblait agir en électron libre en tant que polémiste et pamphlétaire dispose de fait de puissants réseaux de soutien. Non seulement il provoque d'importants clivages au sein du Rassemblement national mais également du parti Les Républicains, lui permettant ainsi de siphonner de plus en plus de cadres et de militants, d'autant plus qu'il peut compter sur de nombreux groupes fascistes, en particulier les monarchistes de l'*Action française*.

Selon les enquêtes de Médiapart, ses comités de soutien locaux sont composés d'anciens du mouvement de Bruno Mégret, de membres de l'*Action française*, de la *Ligue du Midi* ou de *Génération identitaire* qui assurent notamment le service d'ordre, sans oublier des catholiques ultra-conservateurs, des anciens de l'OAS (Organisation de l'armée secrète) et d'autres nostalgiques de l'Algérie française. Les réseaux de la *Manif pour tous* lui seraient également d'une grande utilité. Et l'agitateur néo-libéral tenterait à présent une jonction avec des Gilets jaunes pour parer à sa réputation de représentant des riches.

Ces comités s'activent frénétiquement alors même que sa candidature n'est pas encore annoncée. Ils organisent ses tournées en France, les meetings et les déambulations, les rencontres de personnalités politiques, arrangent des levées de fonds et récoltent des parrainages d'élus. Les réseaux sociaux sont un outil auquel ont très largement recours ses lieutenants qui se recrutent souvent parmi des jeunes de *Génération Z*.

Si la vente des livres de Zemmour et ses conférences payantes lui rapporte des revenus substantiels, elles ne suffisent pas à financer la machine de propagande nécessaire pour le propulser au-devant de la scène. Mais surtout sans soutien d'hommes d'affaires influents, point de candidature. Charles Gave, financier, gestionnaire de fonds, serait prêt selon Médiapart à le soutenir financièrement mais surtout à lui ouvrir son carnet d'adresses, notamment dans les milieux financiers londoniens, tandis que plusieurs jeunes banquiers l'accompagnent déjà dans sa conquête de l'électorat.

Pour accéder à cette notoriété, Zemmour, contrairement à l'image de victime de la censure qu'il renvoie et sur laquelle il s'auto-apitoie volontiers, peut compter sur une grande partie des médias. Tout d'abord ceux de Vincent Bolloré, homme d'affaires associé à la francAfrique ayant racheté journaux et chaînes de TV pour servir la cause de

l'extrême droite notamment à l'occasion de la campagne électorale. Cet oligarque l'a propulsé en lui ouvrant les plateaux de sa chaîne Cnews. Mais il n'est pas le seul, tout le spectre des médias d'extrême droite se repaît de ses propos fascistes, racistes et misogynes tandis que les autres courent après lui pour ramasser quelques miettes d'audimat supplémentaires.

Marionnette de Macron ?

Penser que cette propagande est marginale et ne serait que le produit d'un cerveau retors, ne prend pas la mesure de l'effondrement sociétal et de la crise du capitalisme. Zemmour n'est pas isolé dans ses égarements, la classe politique dans sa quasi-totalité l'accompagne dans cette dérive. Si un gouvernement Macron sous couvert de lutte contre le séparatisme fait la chasse aux Musulmans et interdit des associations de lutte contre l'islamophobie, si un Darmanin tire sur tout ce qui ne fait pas allégeance à une

notion tronquée et étriquée de la République, ne préparent-ils pas le terrain d'un régime autoritaire ? Zemmour pourrait facilement être exclu du champ politique d'autant plus qu'il a déjà été condamné pour provocation à la haine raciale. Pour le moment il semble servir les desseins d'Emmanuel Macron. Mais ces calculs électoraux biaisés qui consistent à autoriser le durcissement de l'extrême droite pour qu'elle

s'étripe et emporte la droite dans ses divisions afin de ramasser la mise électorale est un jeu dangereux.

La configuration à laquelle nous faisons face aujourd'hui évoque celle des années 1930 lorsque des riches industriels et financiers, ainsi que les médias et les politiques qui les servaient, brandissaient le complot juif pour installer un pouvoir fasciste et instrumentaliser les mouvements populaires. Comme le constate l'historien Enzo Traverso, la représentation de l'islam en tant que menace pour la culture européenne et les identités nationales sert à souder par la peur une communauté nationale socialement et économiquement fracturée. Cette stratégie politique réactionnaire a été développée aux XIXe et XXe siècles avec l'antisémitisme pour détourner l'opinion des thématiques autour de la précarisation des couches défavorisées et du creusement des inégalités. L'analogie avec l'actualité est frappante...

La montée du fascisme dans les années 1930 sur fond de crise systémique du capitalisme a exacerbé la propagande antisémite jusqu'à considérer les juifs responsables du marasme européen et justifier leur extermination. Ne l'oublions pas. [Tissa]



Chronique d'une lutte permanente

La haine et la violence dirigées contre les exilés ne s'expriment pas que sur les plateaux télévisés. L'actuelle banalisation des discours xénophobes, si elle prolifère aussi aisément que dangereusement en cette période pré-électorale, s'inscrit dans un contexte de rejet migratoire déjà largement ancré en Europe. Les théoriciens du mythe de la « peur de l'étranger » ou du « grand remplacement » bénéficient à la fois d'un terrain propice pour répandre leurs idées, mais également, apportent une caution idéologique au durcissement des politiques migratoires mené depuis des années. Ainsi, la pratique alimente le discours, et le discours légitime la pratique. La boucle est quasiment bouclée, et il ne reste plus aux gouvernants que de pointer du doigt, quand ce n'est réprimer, les initiatives de soutien et de luttes solidaires, celles pourtant les plus directement à même de contrer cette logique infernale.

30 septembre 2021, Riace. La justice italienne condamne Domenico Lucano, ancien maire de la petite ville de Riace, à une peine de treize ans et deux mois de prison, assortie d'une amende de 750 000 euros. C'est une peine démesurée qui est infligée à celui qui depuis des années



organisait dans son village l'accueil de dizaines d'exilés débarqués sur les côtes de Calabre. Alors que la politique d'accueil unique et exemplaire menée à Riace avait fait du village et de son maire les symboles d'un projet de société alternative fondé sur l'entraide, sa condamnation est largement perçue comme une énième attaque contre la solidarité avec les personnes migrantes.

L'accueil des personnes exilées à Riace allait au-delà d'un objectif purement humanitaire. En l'organisant, Domenico Lucano a voulu démontrer qu'il était tout à fait possible de construire un modèle de cohabitation viable dans un contexte socio-économique difficile, à l'opposé de la vision étatique qui ne conçoit cet accueil qu'au prisme de l'assistance et de l'exclusion, minimisant voire ignorant l'autonomie des personnes migrantes. Cette condamnation est bel et bien un jugement politique. Parce qu'elle sanctionne, au-delà de ce qui est imaginable, une expérience alternative de société, de communauté, qui va à l'encontre de celle que voudrait imposer une droite xénophobe et souverainiste.

7 octobre, Montpellier. Huit jeunes Africains sans-papiers sont arrêtés sur le quai de la gare quelques heures avant le début du contre-sommet Afrique-France organisé par un collectif d'organisations locales et nationales. La préfecture de police et le Ministère de l'intérieur ont été prévenus bien en amont de cet événement et n'ont interdit ni les réunions, ni les manifestations au programme. Pourtant le matin du 1er jour de ce contre-sommet, la préfecture a envoyé des policiers procéder à des arrestations ciblées et discriminatoires sur le quai de la gare. Seul ce

groupe de Maliens, de Sénégalais et d'Ivoiriens, qui avait pris le train au sein d'une délégation de 24 membres de différents collectifs de la région parisienne, a été arrêté et emmené en garde à vue. Ils ont été contrôlés au faciès parce qu'ils étaient Africains, venus contester en groupe et de manière organisée, et jeter la lumière sur la face cachée du « Nouveau Sommet Afrique-France » et la politique du gouvernement. Deux d'entre eux ont été transférés en centre de rétention avant d'être enfin libérés 5 jours plus tard grâce entre autres à une riposte et une mobilisation rapides qui ont commencé le jour-même devant le commissariat de Montpellier. Cinq autres sont sortis des locaux de la police avec OQTF (Obligation de quitter le territoire français) assortie d'une IRTF (Interdiction de retour sur le territoire français) plusieurs heures après leur arrestation. Ces derniers sont convoqués au Tribunal Administratif de Montpellier le jeudi 18 novembre 2021 où leurs recours doivent être examinés.

11 octobre, Calais. Face aux conditions de vie indignes des personnes exilées à Calais, trois militants, Anaïs Vogel, Ludovic Holbein, et le père Philippe Demeestère, âgé de 72 ans, entament une grève de la faim à l'église Saint-Pierre pour réclamer l'arrêt de la maltraitance des personnes exilées dans le Calaisis. Comme les autres personnes engagées dans diverses associations intervenant à Calais, ils dénoncent les traitements inhumains perpétrés à l'encontre des exilés dans la région. Leurs revendications sont pourtant loin d'être extravagantes : Suspension des expulsions quotidiennes et des démantèlements de campements durant la trêve hivernale, arrêt de la confiscation des tentes et des effets personnels des personnes exilées, ouverture d'un dialogue citoyen raisonné entre autorités publiques et associations non mandatées par l'État, portant sur l'ouverture et la localisation de points de distribution de tous les biens nécessaires au maintien de la santé des personnes exilées. Anaïs Vogel déclare aux médias : « On ne sait pas jusqu'où on va devoir aller. On nous a dit que c'était fou de devoir faire une grève de la faim pour demander que des gens ne se fassent pas détruire leurs affaires ». Le 2 novembre, après plus de trois



semaines de grève de la faim, les revendications ne sont toujours pas entendues. Didier Leschi, Directeur de l'Ofii (Office Français de l'immigration et de l'intégration) et chargé de la médiation entre le gouvernement et les grévistes, concède deux maigres alternatives : que cessent les évacuations par surprise, que les personnes soient prévenues avant la destruction de leur camp et qu'elles disposent

de 45 minutes pour ramasser leurs effets personnels, et propose un hébergement pour les délogés, mais seulement en dehors de Calais... Les propositions sont refusées, la grève se poursuit.

24 octobre, Briançon. L'association Refuges Solidaires décide d'arrêter momentanément et symboliquement son activité en raison du nombre important de personnes qui menacent la sécurité et l'accueil digne des exilés. Alors que le lieu est initialement prévu pour accueillir 80 personnes, plus de 200 s'y trouvaient la veille. Les arrivées depuis la frontière sont en augmentation depuis le



printemps et la prise en charge est assurée depuis 5 ans uniquement par les bénévoles, alors qu'il s'agit d'une obligation de l'État. Les militants exigent des autorités la mise en place de solutions d'hébergements complémentaires dans les plus brefs délais afin que le refuge puisse de nouveau accueillir les exilés dans de bonnes conditions. Pour appuyer ces revendications, les exilés, accompagnés de quelques bénévoles, se rendent alors à la gare pour y passer la nuit et dans le but de partir dès le lendemain. La mairie condamne cette action et demande des renforts au Ministère de l'Intérieur. Deux escadrons de CRS rejoignent dès le 25 octobre la ville de Briançon. Par peur d'une potentielle intervention des forces de l'ordre qui auraient menacé le droit des exilés, et à la demande des associations, un accueil provisoire est trouvé à l'église Sainte-Catherine. Toujours en attente de solutions pérennes et sans nouvelles des pouvoirs publics, samedi 31 octobre, une tentative de mise à l'abri d'urgence dans l'ancien centre de vaccination du Prorel échoue au vue du dispositif policier en place. Les bénévoles se mobilisant pour un accueil digne et inconditionnel obtiennent pour toute réponse un tweet du maire de Briançon, Arnaud Murgia : « Cette stratégie du harcèlement des pouvoirs publics ne trouvera qu'une seule réponse : la fermeté. » Entre temps des dizaines d'exilés ne savent pas où se mettre à l'abri. [Cévennes Sans Frontières]

Pour plus d'infos, voir notamment :

- « Domenico Lucano : quand accueillir dignement devient un délit » - www.gisti.org/, 15 octobre 2021

- « Sommet Afrique-France : Liberté pour les 7 de Montpellier ! Appel à manifester les vendredi 15 et 22 octobre à Paris » - survie.org/, 15 octobre 2021

- « 150 associations soutiennent les revendications des grévistes de la faim à Calais » - www.lacimade.org/, 26 octobre 2021

- « Communiqué de presse », - www.facebook.com/tousmigrants/, 2 novembre 2021

Du nucléaire en plus ?

Nous sommes gâtés, nous baignons dans le progrès,

Nous sommes gâtés, nous bénéficions déjà dans notre région du Bas-Rhône de plusieurs centres nucléaires qui nous permettent d'accéder au rang de l'une des zones européennes les plus nucléarisées. Jugez-en, **Marcoule** dans le Gard sur la rive droite du Rhône, on y travaille entre autres le plutonium (la pire saleté issue de l'industrie humaine) pour le combustible appelé MOX (comme mélange d'oxydes d'uranium et de plutonium) ; de l'autre côté du Rhône le **Tricastin** qui outre 4 vieux réacteurs qui fuient et se fissurent accueille aussi « l'enrichissement » de l'uranium pour alimenter tout le parc atomique du pays ; en amont du Rhône nous avons **Cruas** avec ses 4 vieux réacteurs aussi déglingués que ceux du Tricastin ; plus loin à l'est, **Cadarache** en Provence abrite de multiples activités dont la construction d'**Iter** qui promet d'être le prochain fiasco du glorieux nucléaire national ; enfin au sud-ouest **Malvesi** qui accueille et affine tout l'uranium importé dont le pays a besoin à la grande joie des narbonnais qui en reçoivent les suaves émanations.

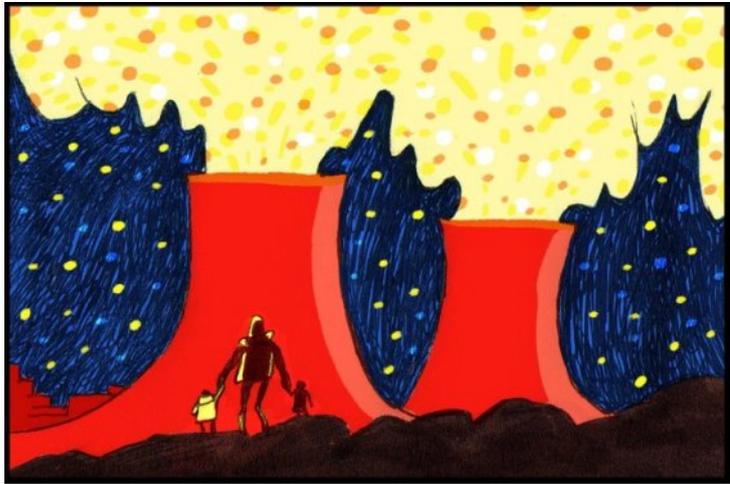
Si on ajoute à tout ça que nous vivons dans une zone à risque sismique élevé : Cela est dû à la pression de la plaque tectonique Afrique (encore eux, ils se rapprochent de 1 cm par an !) sur la plaque Europe. Cette pression active 3 grandes failles qui de la méditerranée remontent vers la Scandinavie, et des failles latérales. Le dernier grand séisme étant celui dit de 1907 à Lambesc en proche Provence ; et le plus récent est celui du Teil (nov 2019), et là c'est carrément chez nous. On frémit d'avoir la chance de vivre au cœur de ce cocktail détonant.

Et une grosse louche de nucléaire en plus ! Dans sa vision du pays comme une start-up nation développant ses technologies « d'excellence » au mépris de la dérive climatique, le monarque va distribuer 6 nouveaux EPR dans le pays, et il semblerait que deux d'entre eux soient destinés au bassin fluvial du Rhône, soit au Bugey, soit au Tricastin. Nos élus soucieux du bien être de la population se sont précipités pour demander qu'ils soient construits au Tricastin!

Mais des grincheux, sans doute des amishs qui ne croient même pas au progrès i-radieux, regroupés dans un collectif portant le doux nom de Chang (Collectif Halte Aux Nucléaires Gard) se sont permis d'interpeller les élus du département (sénateurs, députés, conseillers généraux) pour s'étonner de leur démarche à ce sujet.

Et ces mêmes râleurs qui ne comprennent rien, sont allés participer aux rassemblements de Montélimar fin juin, et de Bugey le 3 octobre pour s'opposer justement à ces constructions et appeler à l'arrêt du nucléaire. Ce sont vraiment des irresponsables qui n'ont rien compris au réchauffement climatique et qui en sont encore à croire que le nucléaire tue alors que les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima sont maintenant tombées dans l'oubli... En attendant la prochaine?

Bien au contraire, nos chers élus du peuple ont visiblement été séduits par la brillante réussite que l'on sait des EPR, bien qu'à Flamanville et en Finlande les coûts et les délais aient été multipliés par quatre ; et bien que soit apparu un grave défaut générique dans l'un des deux EPR Chinois où le tritium fuit allègrement à travers les barrières de confinement censées protéger l'environnement contre les contaminations...



Mais ce n'est pas tout, notre généreux président nous annonce la possibilité de construire aussi des « petits réacteurs modulaires »** (c'est doux et gentil comme appellation n'est-ce pas). Leur puissance serait quand même du dixième du fameux réacteur EPR et cela permettrait de disperser encore plus le risque atomique (vous en prendrez bien un chez vous?), avec rejets et déchets radioactifs à la clé, sauf que le prix de revient du Kwh serait encore plus élevé.

Et il serait même question de reprendre des études sur les réacteurs dits de 4e génération, au plutonium donc, et **Marcoule** serait bien sûr privilégié avec le projet Astrid dans les cartons. Elus et syndicats locaux s'en frottent déjà les mains !

Comme chacun sait on n'arrête pas le progrès et tant pis pour les préoccupations écologiques, sociales et démocratiques. [A. et P.]

- *Fuite de gaz rares de l'EPR chinois, défaut lourd de conséquences pour EDF, <https://apag2.wordpress.com/2021/08/22/fuite-radioactive-dans-un-epr-chinois/>
- ** En langage sérieux on les appelle « SMR » ce qui signifie pour les nuls « Small Modular Reactors ».



Comment ils ont occis Oxylane

Ils peuvent être fiers tous les citoyens qui se sont regroupés en associations et collectifs pour s'opposer aux ambitions de l'entreprise « Décathlon » (un des groupes de la tentaculaire famille Mulliez, rappelons-le) en banlieue de Montpellier. Car en effet, il ne fait pas bon résider dans une petite commune située en périphérie d'une métropole. Les espaces agricoles et naturels sont devenus l'objet de convoitises mercantiles, avec pour argument trompeur la création d'emplois, et lorsque tous les arguments n'ont pas convaincu, un habillage vert qui servira d'ultime force de frappe. Les habitants de Saint-Clément-de-Rivière en ont fait l'expérience. Mais voilà qu'au bout de sept ans de luttes et de recours juridiques ils sont venus à bout du projet « Oxylane », à savoir un parc commercial à vocation dite « sportive » de 24 hectares, détruisant des terres agricoles, des bois, la faune et la flore vivant dans cet environnement. Au mois d'octobre dernier, Décathlon a fini par jeter l'éponge, abandonnant le projet « Oxylane ». Cette défaite illustre le fait qu'aucune guerre n'est perdue d'avance, comme le dit l'association « Non au béton ». [Danielle Pelletier]

A la lune des feuilles qui tombent.

Bon, ben ça y est, c'est l'automne. Le changement d'heure. La triste saison des chrysanthèmes. Les pluies glacées. La nuit plus vite, plus longue. Le covid toujours là. Le dérèglement climatique. La réforme des retraites, du chômage, le pass, les masques, les tests, les vaccins, toubib or not toubib, les prix de l'énergie au plus haut, les complotistes, les fachos qui caracolent dans les sondages.

Crotte! Au secours! Trouvez moi du tranxène, du valium, du captagon! De la paroxétine! Des stages de remise en forme, de bien être intérieur! De la méditation transcendante, des cours de cuisine ayurvédique.

Morose? Oh, rien qu'un petit peu. Dans les années 80 nous disions déjà: ne me secouez pas, j'ai le cœur plein de larmes. Arrêtez le monde, je veux descendre.

Mais alors, on fait quoi, pour garder le sourire, en ces temps d'un dirigisme étroit et vertical où le mot d'ordre n'est plus comment faire le bonheur du peuple mais bien comment le faire obéir? Et bien peut-être, justement, essayer de sourire encore. Arrêtez de chouiner. Prendre tout ça un peu à la légère. De l'humour, de la dérision, un rien de cynisme. S'inquiéter de ses voisins, les aider s'ils ont besoin. (En voilà une rime riche). Inviter ses amis, un café sur la terrasse. Au soir, une poêle de châtaignes. Sur les dernières tomates un filet d'huile d'olive, un soupçon de gros sel. Un bon livre à la maison de la presse. Un coup de main aux enfants pour les de-

voirs. Eteindre la télé et la radio, ne serait ce que deux jours, s'éloigner des bruits du monde. Refuser les injustices. Ecouter son cœur. S'enthousiasmer pour des riens. Se gaver de musique. Imagination, fraternité, empathie.

Ca ne suffit pas pour vivre? Sans doute que non, mais ça aide. Si tu ne t'entraides pas, c'est l'hiver partout. Donner de l'espoir devrait être un devoir. En voilà encore une belle rime riche. [bernard blangenais]

Stockage d'hydrocarbures = Danger potentiel

Il existe en France une carte répertoriant les divers sites dangereux implantés qui appartiennent à la catégorie « Seveso seuil haut ». Cependant celui méconnu du public existant sur la commune du Grau-du-Roi, avec ses six cuves d'hydrocarbures semi-enterrées d'une capacité pour chacune de 11000 m³, n'y figure pas. Ce n'est pas un oubli. Il est sous le contrôle du Ministère des Armées.



La construction de ce dépôt dans la zone de l'Espiguette à 450m du bord de mer a été décidée en 1958, au moment de la guerre froide, pour les besoins de l'OTAN. Dès sa mise en fonction en 1962, un sea-line le reliait aux plateformes stationnées au large.

Sur le sol français, un important réseau d'oléoducs appartient au SNOI (syndicat national des oléoducs interalliés). En provenance du Luxembourg il chemine en empruntant la vallée du Rhône jusqu'à Noves (13), pour finir à Fos sur Mer. Un appendice relie Noves au Grau-du-Roi et alimente le site en Jet A1, du kérosène. En 1982, le sea-line a été abandonné sans être déconstruit pour autant dans sa partie immergée, ce qui laisse redouter d'une pollution marine. Actuellement l'exploitation perdure : des opérations de transfert et de stockage de ce liquide sont réalisées.

En 2015 un avis d'enquête publique réalisée sur la commune du Grau-du-Roi a très peu retenu l'attention des citoyens. Il s'agissait de mettre le dépôt en conformité avec la directive relative à l'autorisation d'exploiter des sites classés Seveso. Au printemps 2016, l'arrêté ministériel d'autorisation d'exploitation du site d'hydrocarbures était publié et dans son sillage un arrêté préfectoral de dispense de PPI* relative à l'établissement.

A titre préventif pour la sécurité de la population et la protection de l'environnement, il paraît inconcevable de poursuivre cette exploitation potentiellement dangereuse, dont l'infrastructure implantée en milieu salin est vieillissante -près de 60 ans d'âge-. De plus les cuves restent, par dérogation à la loi l'imposant, composées d'une simple enveloppe. Une association (CAPE Comité d'Alerte Pour l'Espiguette) s'est constituée et a décidé d'attaquer les deux arrêtés auprès du Tribunal Administratif de Nîmes. Le Tribunal lui a donné raison en ordonnant la réalisation d'un PPI* de ce site classé exceptionnel, plan censé prendre en compte la sécurité des usagers, des biens et de l'environnement.

L'arrêt de l'exploitation et à défaut le vidage des cuves était aussi demandé au tribunal, qui l'a refusé. En conséquence, un recours de cette décision a été formulé par CAPE auprès de la cour d'Appel administrative de Marseille fin 2018.

Dans l'attente du délibéré de ce jugement, fin juin dernier vient d'être publié un arrêté ministériel complé-

mentaire au précédent, admettant la sécurité suffisante pour l'ensemble de l'établissement.

La bataille juridique est longue et la tâche laborieuse ! Le maire se positionne pour un démantèlement... Le dépôt vétuste ne serait-il pas capable de résister aux assauts envahissants de la mer ? Une menace potentielle pour la ville balnéaire serait-elle à supprimer ?

[Comité d'Alerte pour l'Espiguette (CAPE)]

*PPI : Plan Particulier d'Intervention. C'est est un plan d'organisation entrant dans le champ du plan ORSEC départemental. Il englobe des mesures de prévention et de sécurité minimales pour les personnes et l'environnement face au danger potentiel d'un tel équipement en cas de défaillance.

Collecte de fonds pour les frais juridiques de l'association :

www.helloasso.com/associations/comite-d-alerte-pour-l-espiguette-cape/collectes/stop-seveso-au-grau-du-roi

Envoyez-nous vos contributions et remarques. Contact: episodecevenol@laposte.net

<https://episodecevenol.noblogs.org/>

Ne pas jeter sur la voie publique S. V. P.